

Éditorial. Géopolitique des antisémitismes

Béatrice Giblin

Voilà déjà plusieurs dizaines d'années que le comité de rédaction d'*Hérodote* envisage de consacrer un numéro à la géopolitique de l'antisémitisme, mais la difficulté du sujet et sa complexité nous en ont longtemps dissuadé. En outre, en France, les actes antisémites restaient à un niveau bas (moins de 100 par an) car si l'antisémitisme n'avait pas disparu, il n'était plus affirmé publiquement depuis la Shoah. Seuls des militants d'extrême droite osaient mettre en cause sa réalité – comme Robert Faurisson, chantre du négationnisme – ou Jean-Marie Le Pen, adepte des jeux de mot douteux (« Durafour crématoire »).

Cependant, l'équipe d'*Hérodote* restait préoccupée par le caractère universel, ou presque, de l'antisémitisme, et ce depuis deux millénaires, y compris quand la présence juive est des plus réduites, voire inexistante. Comment une population juive, numériquement si faible, pouvait-elle continuer à alimenter l'antisémitisme, autrement dit, la haine des Juifs ? La force de préjugés séculaires, et même millénaires, en était bien évidemment le ressort essentiel, il nous paraissait néanmoins nécessaire d'interroger cette permanence et cette universalité avec les outils de la géopolitique forgés par Yves Lacoste. En effet, l'antisémitisme résulte bien de rivalités de pouvoir sur des territoires pour prendre ou garder le contrôle des populations et ressources qui s'y trouvent, territoires qui font l'objet de représentations contradictoires entre les protagonistes ; approche géopolitique qui envisage aussi, par contrecoup, les conséquences de ces luttes dans des pays plus ou moins éloignés, voire dans d'autres parties du monde. Quelle meilleure définition pour caractériser le conflit israélo-palestinien et ses nombreuses conséquences aussi bien au niveau local, régional que mondial avec le soutien indéfectible des États-Unis à Israël ? Mais l'antisémitisme est loin de n'être que le contrecoup du conflit israélo-palestinien, il a bien d'autres ressorts.

HÉRODOTE

En outre, il y a peu de situations géopolitiques dans lesquelles les représentations du territoire en jeu ont une telle force mobilisatrice, qu'elles soient vraies ou fausses, historiquement fondées ou pas, et plus encore, quand les arguments religieux s'y mêlent.

La permanence et l'universalité de l'antisémitisme s'accompagnent aussi de sa diversité dans le temps comme dans l'espace, d'où le pluriel du titre. L'antisémitisme de l'Europe chrétienne au Moyen Âge diffère fortement de celui d'aujourd'hui, il en va de même pour celui en cours actuellement dans les pays musulmans comparé à l'antisémitisme qui les caractérisait avant le XIX^e siècle. La colonisation européenne a en effet apporté avec elle ses préjugés antisémites, que les populations musulmanes se sont appropriés sans difficulté.

Plus que d'une géopolitique de l'antisémitisme, il est donc plus juste de parler d'une géopolitique des antisémitismes.

En France : un contexte géographique singulier

En France, le regain des déclarations et des actes antisémites au début des années 2000 est clairement lié au conflit israélo-palestinien. Les territoires occupés illégalement par Israël à la suite de la guerre de 1967 (la Cisjordanie, Jérusalem-Est, le plateau du Golan syrien et la bande de Gaza, la péninsule du Sinaï ayant, quant à elle, été rendue à l'Egypte) deviennent le foyer de la résistance palestinienne (première Intifada 1987-1993, seconde Intifada 2000-2005) qui reçoit le soutien de l'opinion publique des États arabes, plus d'ailleurs que celle de leurs dirigeants, plus prompts à l'entretenir chez leurs citoyens qu'à essayer de résoudre le conflit. Dans les pays occidentaux, le soutien à la cause palestinienne repose sur les partis de gauche, au nom de l'antisionisme, et sur la population arabo-musulmane, principalement les jeunes dont l'engagement pro-palestinien conduit une minorité d'entre eux au passage à l'acte antisémite. Parmi les pays européens, c'est en France que cette nouvelle forme d'antisémitisme est la plus active [Fourquet, 2016]. D'une part, parce que, en raison de l'héritage postcolonial¹, la population arabo-musulmane y est nombreuse (évaluée à 4,2 millions, soit 70 % des musulmans de France²), quant à la population juive, elle est évaluée à 450 000, ce qui en fait la première communauté juive européenne. Et d'autre part, parce que ces deux communautés vivent souvent à proximité géographique

1. Arrivée de Juifs d'Afrique du Nord à la décolonisation des États du Maghreb et de travailleurs maghrébins dont le flux continue après les indépendances.

2. Patrick Simon, « Le nombre de musulmans en France et en Europe : la fabrique des chiffres », *De Facto*, n° 6, 2019, <<https://www.icmigrations.cnrs.fr/2019/04/17/defacto-6-005/>>.

ÉDITORIAL. GÉOPOLITIQUE DES ANTISÉMITISMES

l'une de l'autre : en Île-de-France (Sarcelles et les arrondissements nord de Paris), dans les grandes villes du littoral méditerranéen (Nice, Marseille, Perpignan), ou celles de l'Est de la France (Metz, Strasbourg où la population turque musulmane est nombreuse). Cette proximité géographique singulière résulte pour partie de la situation du logement dans les années 1960 lors de l'arrivée des Juifs d'Afrique du Nord, suivie de celle des travailleurs maghrébins. Ces familles ont trouvé à se loger dans les grands ensembles ou cités construites massivement entre 1955 et 1970. Or les actes antisémites sont d'autant plus nombreux que la communauté juive est importante (voir l'article de David Amsellem). C'est ce qui explique le départ de familles juives de ces quartiers pour s'éloigner d'une cohabitation désormais devenue difficile, voire dangereuse.

À l'antisémitisme « classique », hérité de l'antijudaïsme et de l'antisémitisme de la fin du XIX^e siècle, a ainsi succédé un antisémitisme anti-israélien qui, par extension, touche plus ou moins fortement les Juifs de la diaspora rendus automatiquement complices de la politique gouvernementale israélienne, puisque supposés défenseurs du droit d'Israël à exister. Cet amalgame explique la forte remontée des actes antisémites après chaque exacerbation du conflit israélo-palestinien. Ce fut encore le cas après le massacre de 1 290 Israéliens, de milliers de blessés et la prise de 250 otages dont 33 sans vie, le 7 octobre 2023 par des terroristes du Hamas, et ce dès le lendemain [Illouz, 2024 ; Horvilleur, 2024].

Or cette confusion est entretenue volontairement par certains responsables des partis politiques d'extrême gauche (LFI, NPA) qui, au nom de l'antisionisme, masque de l'antisémitisme (voir l'article de Denis Charbit), prennent fait et cause pour la résistance palestinienne. C'est pourquoi les dirigeants de ces partis ont refusé de qualifier les acteurs de ce massacre de terroristes et parlaient de combattants ou de résistants³. Cette prise de position de Jean-Luc Mélenchon et de ses proches a suscité une vive opposition, à droite comme à gauche, où elle a conduit à la fracture de la Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes). Seule la menace d'une majorité absolue RN à l'Assemblée nationale en juillet 2024 a permis la création du Nouveau Front populaire (NFP) qui,

3. Le premier communiqué de LFI, quelques heures après l'attaque terroriste d'ampleur contre Israël, le 7 octobre, qualifie la vague d'attentats d'« offensive armée des forces palestiniennes dans un contexte d'intensification de la politique d'occupation israélienne à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est ». LFI refuse également de participer à la marche « républicaine » contre l'antisémitisme du 12 novembre 2023. « Les amis du soutien inconditionnel au massacre ont leur rendez-vous », *dixit* Jean-Luc Mélenchon. Pierre Lepelletier, « 7 octobre : comment Mélenchon a tordu le bras à la gauche sur le conflit Israël-Gaza », *Le Figaro*, 7 octobre 2024, <www.lefigaro.fr/politique/7-octobre-comment-melenchon-a-tordu-le-bras-a-la-gauche-sur-le-conflit-israel-gaza-20241006>.

HÉRODOTE

néanmoins, n'efface pas ses divisions internes, puisque lui aussi s'est fracturé une fois encore à cause du Hamas, même si ce n'en est pas la seule raison, le conflit russo-ukrainien en étant une autre.

Avec le temps, la destruction massive de Gaza, les 64 000 morts gazaouis, très majoritairement des civils, femmes et enfants, les déplacements de la population du nord au sud, puis du sud au nord, puis du nord au sud ont suscité une forte opposition à la stratégie militaire israélienne. Elle s'est encore fortement accrue depuis mars 2025 après une trêve de deux mois, rompue par le gouvernement israélien et la reprise de l'offensive militaire et des bombardements, et surtout depuis que le gouvernement israélien a décidé de limiter, et même parfois de bloquer quelque temps l'aide humanitaire. Les images d'enfants gazaouis décharnés, rappelant celles des enfants sahéliens lors des épisodes de grande sécheresse, ont profondément choqué les opinions publiques occidentales, les conduisant à retirer leur soutien à Israël, accusé d'aller beaucoup trop loin dans son droit à se défendre. La seule véritable démocratie du Moyen-Orient devenait un État paria. Alors qu'Israël et son armée étaient jusqu'alors accusés de « crimes de guerre », un nouveau pas a été franchi avec l'accusation de « génocide », portée dès décembre 2023 par la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH)⁴ puis en avril 2024 par d'autres associations comme Amnesty international et LFI. L'idée selon laquelle « il ne s'agit pas d'une guerre, mais d'un génocide⁵ » est désormais partagée par nombre d'associations et d'institutions internationales. On mesure la gravité et la douleur que cette accusation représente pour les Juifs israéliens comme de la diaspora. Toutefois, cette condamnation de la stratégie israélienne conduit certains à oublier la responsabilité du Hamas dans le déclenchement et dans la poursuite de cette guerre en ne libérant pas les otages, montrant ainsi son désintérêt pour la vie des civils palestiniens de Gaza, en se cachant pour se protéger dans les abris construits sous les écoles et les hôpitaux, en assumant le risque d'une mort plus que probable de nombreux civils dont des femmes et des enfants. On peut aussi s'interroger sur les raisons du résultat limité des négociations menées sous l'égide du Qatar entre les représentants du gouvernement d'Israël et ceux du Hamas. Le Qatar, qui a assuré pendant des années le règlement des salaires des fonctionnaires gazaouis avec le consentement tacite du

4. Pierre-Louis Caron, « Guerre dans la bande de Gaza : qui utilise ou non le mot “génocide” pour décrire les opérations israéliennes, et pour quelles raisons ? », *France Info*, 2 juin 2025, <www.franceinfo.fr/monde/proche-orient/israel-palestine/guerre-dans-la-bande-de-gaza-qui-utilise-ou-non-le-mot-genocide-pour-decrire-les-operations-israeliennes-et-pour-quelles-raisons_7277304.html>.

5. Yassir Guelzim, « Jean-Luc Mélenchon : “À Gaza, il s'agit d'un génocide” », *Le Courrier de l'Atlas*, 23 avril 2024, <www.lecourrierdelatlas.com/jean-luc-melenchon-a-gaza-il-sagit-dun-genocide-2-2/>.

gouvernement israélien de Netanyahu, n'aurait-il pu être en mesure de faire pression sur les dirigeants du Hamas pour libérer les otages et préserver la population civile palestinienne ? Et que penser de la déclaration du leader de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas ? Dans une lettre datée du 9 juin 2025 adressée au président de la République française et au prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, il reconnaît que « ce qu'a fait le Hamas le 7 octobre 2023, en tuant et en prenant des civils en otage, est inacceptable et condamnable » et appelle « le mouvement islamiste palestinien à libérer immédiatement tous les otages »⁶, appel très tardif d'un vieux dirigeant sans autorité sur le Hamas et n'en ayant guère plus sur la Cisjordanie, coincé entre la stratégie israélienne et celle du Hamas.

Les antisémitismes

La permanence et l'universalité de l'antisémitisme n'empêchent pas que son expression revête une grande diversité selon les lieux, les époques et la présence plus ou moins active, mais toujours très minoritaire, de populations juives, qu'elles soient ashkénazes ou sépharades. C'est pourquoi il nous a paru utile de présenter différentes facettes de l'antisémitisme contemporain.

L'antisémitisme musulman

L'antisémitisme musulman y tient logiquement une grande place, puisque c'est lui qui est aujourd'hui le plus puissant, alimenté par le projet géopolitique d'éliminer Israël, sans que les moyens d'y parvenir ne soient jamais explicités, l'Iran étant l'État qui le revendique le plus haut et fort. En revanche, l'hostilité à l'existence d'Israël, et donc aux Juifs, qu'ils soient Israéliens ou dans la diaspora, est entretenue par un narratif historique fallacieux qui commence dans certains pays dès l'enseignement primaire. L'histoire des relations des Juifs avec les Arabo-musulmans a connu des périodes où leur cohabitation était peu conflictuelle tant que les Juifs ne contestaient pas leur statut de *dhimmis*, c'est-à-dire leur position juridiquement subalterne par rapport aux Musulmans. Un article retrace cette longue et complexe histoire jusqu'à l'époque actuelle où l'hostilité envers Israël et les Juifs dans les pays arabo-musulmans se traduit par un antisémitisme virulent

6. « Mahmoud Abbas favorable à la démilitarisation du Hamas, la France salue des engagements “inédits” », *Europe 1*, 10 juin 2025, <www.europe1.fr/international/mahmoud-abbas-favorable-a-la-demilitarisation-du-hamas-la-france-salue-des-engagements-inedits-757822>.

HÉRODOTE

(voir l'article d'Omar Khalil). Günther Jikeli le confirme dans son article consacré aux formes spécifiques et aux causes de l'antisémitisme parmi les musulmans, tant dans les pays à majorité musulmane qu'en Europe. Ces attitudes antisémites sont profondément enracinées dans des constructions identitaires collectives, des traditions religieuses, des mouvements politiques comme l'islamisme et le panarabisme, ainsi que dans l'importation d'antisémitismes européens.

L'étude de cas portant sur l'hostilité antijuive en Libye entre 1945 et 1970 (voir l'article de Giordano Bottecchia), sans nullement contredire l'article de Jikeli, permet toutefois de contextualiser cette hostilité et donc de corriger les tendances à l'uniformisation du discours sur l'hostilité antijuive dans les pays arabo-musulmans.

Deux autres études de cas de pays musulmans, mais non arabes – la Turquie et l'Iran –, contribuent aussi à comprendre la similitude des constructions identitaires antijuives en pays musulmans ainsi que leurs singularités respectives liées à l'histoire de leurs contextes politiques et géopolitiques. L'article de David Menashri retrace la situation des Juifs en Iran – l'une des plus anciennes communautés juives puisqu'en exil depuis le VI^e siècle avant notre ère –, d'abord sous le régime de la monarchie Pahlavi, et ensuite sous celui de la République islamique, tellement hostile à Israël que le climat antisémite pousse des Juifs d'Iran à s'exiler. L'article de Nora Seni explore les façons dont la Turquie attribue aux Juifs une altérité contredisant leur statut de citoyen. Le texte traite de trois régimes d'altérité, avec chacun sa logique, son univers lexical singulier, à l'intersection desquels s'épanouit l'antisémitisme institutionnel turc, et son reflet sur la population.

Les causes du regain de l'antisémitisme en France

Compte tenu de l'ancienneté et de l'importance de la communauté juive en France et de la présence, moins ancienne mais beaucoup plus nombreuse, des musulmans et du rôle d'une partie d'entre eux dans la remontée de l'antisémitisme, trois articles sont consacrés à l'étude du cas français. David Amsellem analyse la géographie de l'antisémitisme en France métropolitaine, en forte corrélation avec la présence de communautés juives. Il montre le rôle déterminant de catalyseur du conflit israélo-palestinien dans les actes antisémites actuels et ses conséquences sur le modèle républicain français, qui a désormais beaucoup de mal à maintenir la diversité citoyenne de certains quartiers à cause de tensions liées à des conflits géopolitiques importants. Alexandre Bande s'intéresse au renouveau de l'antisémitisme de la gauche française, renouveau car à la fin du XIX^e siècle les socialistes et anarchistes étaient antisémites ; ils voyaient les Juifs comme des capitalistes exploiteurs de la classe ouvrière, alors que seule une infime minorité

d'entre eux étaient banquiers ou industriels. Force d'une représentation qui a la vie dure quand on se rappelle les insinuations calomnieuses contre Emmanuel Macron pour avoir travaillé pour la banque Rothschild. Cependant, depuis l'affaire Dreyfus, la gauche a rejeté « sans équivoque – sinon toujours en actes, du moins en discours – l'antisémitisme⁷ ». Selon Alexandre Bande, la gauche française, du moins dans ses composantes les plus radicales, n'est pas épargnée, en particulier depuis le 7 octobre 2023, par l'antisémitisme. Quant à Lucie Vouzelaud, elle analyse l'antisémitisme dans les établissements scolaires du secondaire à partir d'une analyse partielle des « faits établissements » et d'entretiens avec des acteurs du monde scolaire, et note la plasticité des mythes antijuifs mobilisés dans les classes dans ce qu'elle qualifie de « moment antisémite ».

Pour compléter notre approche de la diversité des antisémitismes, au-delà de leur fond commun, cinq articles analysent l'expression de l'antisémitisme dans des situations géopolitiques très différentes. En Europe centrale et orientale, comme en Russie, où l'antisémitisme fut très puissant, l'extermination des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale a tragiquement supprimé, ou presque, l'antisémitisme, la précision « ou presque » est importante. En effet, certains contextes géopolitiques réveillent d'anciens réflexes antisémites comme en Russie et en Pologne (voir l'entretien avec Jean-Charles Szurek).

Où en est-on aujourd'hui ?

Autre situation, celle des États-Unis et des mouvements pro-palestiniens dans les universités américaines après le 7 octobre 2023. En Afrique du Sud, dont le gouvernement a été le premier à déposer plainte contre Israël pour génocide le 29 décembre 2023, il semble loin le temps où les Juifs installés en Afrique du Sud aidaient l'ANC à se structurer et à construire son argumentation politique. Enfin, cas des plus singulier, celui du Japon, mixte de philosémitisme et d'antijudaïsme dont le dosage varie selon les époques et les circonstances. Par ailleurs, à travers un entretien, nous avons tenu à avoir le regard de la rabbin Delphine Horvilleur sur le regain de l'antisémitisme en France. Le titre de son livre paru en 2024 : *Comment ça va pas ?* aurait pu être celui de cet éditorial.

7. Alexandre Bande, Pierre-Jérôme Biscarat et Rudy Reichstadt (dir.), *Histoire politique de l'antisémitisme en France. De 1967 à nos jours*, Paris, Robert Laffont, 2024.

Bibliographie

- FOURQUET J. et MANTERNACH S. (2016), *L'an prochain à Jérusalem ? Les Juifs de France face à l'antisémitisme*, Paris, Ifop.
- HORVILLEUR D. (2024), *Comment ça va pas ?, Conversations après le 7 octobre*, Paris, Grasset.
- ILLOUZ E. (2024), *Le 8-octobre. Généalogie d'une haine vertueuse*, coll. « Tracts Gallimard », n° 60, Paris, Gallimard.